

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

Page 2 : Rhodésie : un accord pour les colons, pas pour le peuple

Pages 3 et 8 : L'affaire Empain

Page 5: Un paysan de Loire-Atlantique explique «Pourquoi j'ai rejoint le PCMLF »

Editorial

Marchais-Giscard

La logique de la collaboration de classe

Ainsi Giscard ouvre les portes de son palais aux chefs des partis bourgeois, tant de la majorité que de l'opposition. Maintenant que la fausse gauche est disloquée, Giscard va tenter d'en intégrer une partie pour faire sa politique dite « d'ouverture », c'est-à-dire de les associer d'une manière ou d'une autre à la position capitaliste. Il commence d'abord par la concertation. Que Fabre, Mitterrand et même Maire marchent à fond dans ces combines n'a rien d'étonnant... ils ont en l'habitude !

Mais peut-on à la fois se dire communiste et se concerter avec le chef des exploités ? Marchais, tout comme Ségué son compère, qui a depuis longtemps abandonné le terrain de la lutte de classe, le prétend. Avant les élections, il disait que si la « gauche » devenait majoritaire, il accepterait d'être au gouvernement sous la présidence de Giscard. C'est bien la logique révisionniste de collaboration de classe qu'il continue actuellement.

Des milliers de travailleurs, éccurés par les résultats du 19 mars, ruminent ce qu'ils considèrent comme « la défaite des travailleurs ». La défaite de la voie ELECTORALISTE, car c'est de cela dont il s'agit, ne saurait être compensée par des bavardages avec Giscard. C'est pourtant tout ce qu'ont à leur proposer les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT. Pour ces gens-là, il n'est pas question d'établir un rapport de forces, favorable aux travailleurs, par la lutte, mais au contraire de leur faire miroiter de possibles résultats par la négociation tous azimuts. Ils veulent enfermer les travailleurs dans le carcan de la passivité.

Bien sûr, les bourgeois de gauche ont plus d'un tour dans leur sac pour essayer de cacher la façade. Ils peuvent toujours dire que Giscard refuse de négocier sérieusement. Ségué peut appeler à une de ses fameuses « journées d'action » à la veille des vacances d'été. Il sait très bien qu'il n'en sortira rien, mais il faut faire patienter ! Combien de temps leur petit manège va-t-il durer ?

Beaucoup de militants à l'intérieur même du PCF se demandent ce qu'il faut faire pour sortir de l'impasse dans laquelle plus ou moins ils se sentent fourvoyés. Des oppositionnels s'expriment au grand jour. D'autres cherchent à discuter, à comprendre. Nous les appelons fraternellement à se pencher un peu sur l'histoire de leur propre parti ; que faisait-il quand il était réellement communiste ? Il n'hésitait pas à engager la lutte de classe contre classe, la lutte à mort contre la bourgeoisie exploiteuse. Classe contre classe (classe ouvrière contre classe bourgeoise), c'était le mot d'ordre de Pierre Sémard ; c'est depuis un certain nombre d'années celui du PCMLF qu'il a réaffirmé avec force récemment, lors de son 3e congrès.

Nous appelons ces militants, avec lesquels nous nous retrouvons souvent au coude à coude dans les luttes, à engager des discussions dans les usines, les campagnes, les quartiers... pour avancer ensemble dans la voie révolutionnaire.

Claude LEBRUN

Bretagne : la colère gronde

20 000 MANIFESTANTS A BREST !

Plus de 20 000 manifestants à Brest, des jeunes en grande majorité, mais aussi des paysans, des marins-pêcheurs, des ouvriers, etc. c'est dire la colère immense qui gronde en Bretagne.

Formé vers 15 h 30, le cortège a parcouru avec une grande combativité les rues de la ville en scandant des mots d'ordre comme « La Bretagne n'est pas une poubelle », « Pollution, répression, c'est la loi des patrons », « La marée noire y en a marre », etc. Lorsque la manifestation est arrivée en haut de la rue Jean

Jaurès, celle-ci était noire de monde et encore près de la moitié suivait derrière.

Arrivé devant la mairie, Coz, dirigeant de la CGT, a voulu intervenir au nom des dix-sept organisations appelantes. Mais son discours était si peu adapté à la combativité et si manifestement récupérateur qu'il s'est fait vivement interrompre aux cris de « Non à la récupération », « Pollution, déchets, grève générale ».

L'ordre de dislocation qu'il a alors donné n'a été suivi que par les directions syndicales et les partis de

gauche tandis que la majorité des manifestants ont continué leur marche vers la sous-préfecture et la préfecture maritime.

Près de 5 000 d'entre eux (et non 1 500 « autonomes » comme cela a été dit à Antenne 2) se sont alors affrontés pendant deux heures avec les CRS, solidement retranchés à l'intérieur du « Château ». La manifestation s'est ensuite dirigée vers le journal « Le Télégramme », les manifestants exprimant leur indignation contre les informations officielles mensongères aux cris

de « Télégramme-Télé, informations bidons ».

Malgré les charges des CRS et le jet de grenades lacrymogènes, mais également de grenades offensives, ils se sont ensuite retrouvés jusqu'à la marine où l'ordre de dispersion a été donné à 19 h 30. On peut s'attendre dans les jours qui suivent à de nouvelles manifestations à Brest et ailleurs, étant donné la persistance de la marée noire (une nappe se situe au nord de l'île de Bréhat) qui ne peut qu'accroître les dégâts et la colère de la population.

La Résistance palestinienne s'oppose à l'ultimatum israélien

« Nous avons averti toutes les parties intéressées, les Syriens, les Palestiniens et l'ONU que si l'ONU n'arrive pas à devenir maîtresse de la situation dans les prochaines 48 heures, nous interviendrons... » a déclaré le général israélien Weizman. Ceci montre bien les difficultés que l'Etat sioniste éprouve, douze jours après le début de son agression dans le Sud-Liban, à contrôler cette région du Liban avec la collaboration des troupes de l'ONU.

De nouveaux bombardements ont eu lieu de la part des fedayins tant contre les positions israéliennes que pour gêner la mise en place des forces de l'ONU qui voudraient les empêcher de revenir dans la région. Un détachement de 35 « casques bleus » français qui voulaient prendre position sur le pont de Kasmiyeh sur le fleuve Litani a essuyé un tir de barrage nourri en guise d'intimidation. Il a été obligé de prendre position à un kilomètre de là après de longues négociations.



Samedi à Paris, un millier de travailleurs français et immigrés ont manifesté à l'appel de nombreuses organisations dont l'Association médicale franco-palestinienne, pour soutenir la lutte des peuples palestinien et libanais.

Par ailleurs, des tirs de roquette ont eu lieu récemment sur les localités israéliennes à partir des positions palestiniennes sur la

rive nord du Litani où se sont repliés les fedayins. Pour essayer de venir à bout de cette résistance, les sio-

nistes favorisent la création d'une armée du Sud-Liban constituée des chrétiens phalangistes et de musulmans chiïtes.

L'accord de règlement interne en Rhodésie

Un accord pour les colons pas pour le peuple

Vendredi 3 mars 1978, un accord, dit de « règlement interne » était signé entre Smith, premier ministre du gouvernement raciste de Rhodésie et l'évêque Muzorewa, le révérend Sithole, le sénateur Chirau, tout trois se proclamant nationalistes modérés, dans le but d'amener au pouvoir la majorité noire. Ces derniers jours, ils se sont consacrés à l'établissement d'un gouvernement intérimaire. Pendant ce temps, la lutte armée se poursuit sous la direction du Front patriotique.

Pourquoi cet accord, pourquoi le Front patriotique, seul représentant du peuple, le refuse-t-il ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de revenir en arrière et de voir d'un peu plus près cet accord.

La Rhodésie (nom donné par les impérialistes au Zimbabwe) est passée effectivement sous administration britannique en 1890. En 1965, les colons proclamaient l'indépendance. Mais quelle indépendance ? Celle d'un pays où l'immense majorité noire de la population est sous le joug de 270 000 Blancs qui possèdent 50 % des terres et la

quasi-totalité des richesses nationales.

En 1969, une constitution est créée, sur le modèle de celle qui règne en Afrique du Sud, pays de l'apartheid.

Peu à peu, la Rhodésie est isolée au niveau international sous la pression des pays du tiers monde. Un embargo international est décrété mais l'Afrique

du Sud est là pour venir en aide. Très vite, les difficultés apparaissent, du fait de l'embargo mais surtout du fait de la lutte armée qui s'y mène à l'intérieur : lutte qui a commencé peu de temps après la proclamation de « l'indépendance ».

QUAND LES IMPÉRIALISTES S'EN MELENT

Le temps travaille pour les nationalistes, ils remportent de plus en plus de succès. L'impérialisme britannique, qui jusque là a toujours soutenu le régime raciste change de tactique quand il apparaît que le gouvernement n'a plus pour longtemps à vivre.

Il s'agit avant tout pour lui et l'impérialisme américain qui le soutient dans toutes ses démarches, de tout faire pour empêcher une victoire militaire du peuple.

En 1975, ils organisèrent une mini-conférence qui fut un échec, en octobre et décembre 1976, se déroule la Conférence de Genève qui connaît le même résultat que la précédente. Depuis, leurs activités diplomatiques se multiplient, ce qui leur apparaît nécessaire devient urgent, notamment et à la suite de la constitution du Front patriotique en octobre 1976 ; Front qui rassemble les forces armées de libération du pays. L'été 1977, les impérialistes britanniques et américains proposent un plan précis pour que cesse la lutte armée. Peine perdue, il est rejeté.

Les colons, s'ils ont réagi un peu plus tard ne sont pas moins conscients de la situa-



tion catastrophique dans laquelle ils se trouvent, ce qui explique les nombreux départs des Blancs qui quittent le navire avant qu'il ne coule définitivement. Quant aux autres, ils se déclarent prêts à quelques concessions pour préserver leurs intérêts.

Pour cela, ils ont trouvé des partenaires en l'évêque Muzorewa, le révérend Sithole et le sénateur Chirau qui ont trahi le peuple en acceptant de participer à cette mascarade qui a abouti à l'accord du « règlement interne ».

Cet accord prévoit la constitution d'un gouvernement de transition auquel doit participer ceux qui ont conclu l'accord, gouvernement qui doit préparer une nouvelle constitution, décider de la composition des forces armées, statuer sur le sort des détenus politiques (ainsi les pseudo-nationalistes noirs se livreront à un sordide marchandage sur le dos de ceux qui mènent la lutte armée), examiner les conditions dans lesquelles le cessez-le-feu pourra intervenir et organiser les premières élections au suffrage universel.

Si on se fie aux apparences, on peut penser que cela constitue un grand progrès, que le peuple pourra s'exprimer, etc. mais regardons d'un peu plus près.

Tous les adultes de plus de 18 ans devront élire un

Parlement de cent membres, apparemment c'est démocratique, mais voilà, un quota est fixé d'avance : les Blancs se réservent 28 sièges quels que soient les résultats des élections. Il y aura un député blanc pour 10 000 habitants blancs et un député noir pour 100 000 habitants noirs. Au lieu de valoir zéro, un Noir vaut dix fois moins qu'un Blanc, quel progrès !

Mais ce n'est pas tout : les Blancs auront également une institution d'un pouvoir judiciaire, une commission indépendante des services publics : un Blanc ne pourra donc pas être jugé par un Noir. Smith a obtenu également le maintien des forces de police et des services publics.

Pour que soient amendées ces garanties pour les Blancs, il faudra une majorité de 78 % au Parlement.

Enfin, l'accord stipule que le gouvernement intérimaire fonctionnera à deux temps : 1) Le Conseil exécutif, composé de quatre chefs signataires aura pour rôle de rédiger la constitution.

2) Le Conseil des ministres qui gouvernera le pays d'ici les prochaines élections sera composé en nombre égal de Noirs et de Blancs. (Alors que les Noirs, rappelons-le, forment 96 % de la population totale !). Quant au Parlement, c'est l'actuel qui restera en fonction jusqu'aux élections.

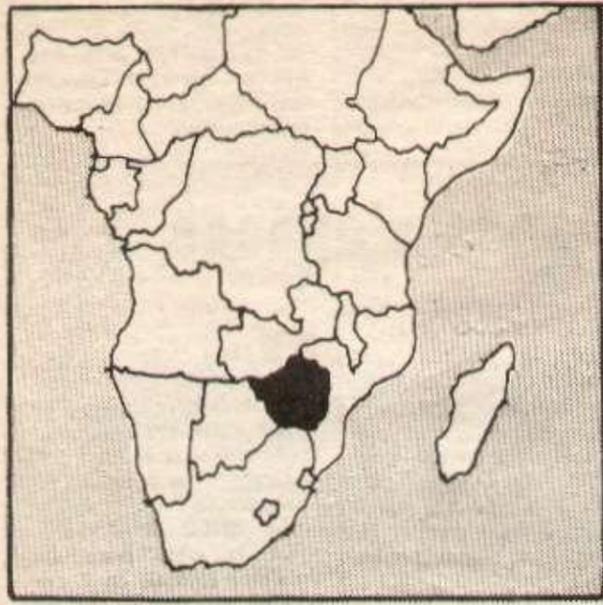
Ainsi, ce règlement interne n'est qu'une parodie de changement, le pouvoir est toujours aux mains des exploités racistes. Rien n'est changé et il ne pouvait en être autrement.

Pouvait-on imaginer Smith proposer de son plein gré sa propre perte ? Le seul moyen de changer les choses, c'est de balayer complètement ce pouvoir. C'est vers ce but que le Front patriotique tend et c'est pourquoi il a refusé de participer de quelque manière que ce soit, à cet accord.

Les impérialistes eux-mêmes ne sont pas satisfaits, ils estiment cet accord insuffisant, non pas par souci moral, loin d'eux cette idée ! Mais parce qu'ils savent que les combattants refuseront ce marchandage et que la lutte armée va se poursuivre.

Ils ne veulent pas en rester là. Devant ce constat d'échec, trop de profits sont en jeu pour qu'ils risquent sans rien faire de tout perdre. Au contraire, le ballet diplomatique reprend de plus belle.

Là encore, peine perdue. Les bilans de la lutte armée menée par les combattants du Zimbabwe qui font état d'une progression, ils montrent que les déclarations des dirigeants du Front ne sont pas des paroles en l'air et qu'il est vrai que la guérilla s'intensifie et qu'elle s'intensifiera toujours plus.



Un nouveau satellite russe va s'écraser sur la terre

Le professeur Henri Kaminski, directeur de l'Observatoire spatial de Bochum, en Allemagne de l'Ouest, a déclaré vendredi dernier qu'un satellite soviétique, le « Cosmos 849 » risquait de s'écraser sur le Canada, comme l'avait fait, il y a quelques semaines, un autre satellite le « Cosmos 954 ».

Le « Cosmos 849 » semble devenu fou et suit une trajectoire très voisine du précédent. Les savants ne sont pas d'accord sur la taille et le poids du

« Cosmos 849 » ni sur le fait qu'il contienne une masse radioactive ou non. Toujours est-il que les satellites soviétiques ne sont pas un danger en raison de leur utilisation pour l'espionnage et leur rôle militaire, mais ils sont un danger car ils semblent vouloir se transformer en bombes qui s'écrasent sur nos têtes, bombes d'autant plus dangereuses que certains sont porteurs d'une charge nucléaire.

Ainsi, donc l'URSS continue dans les airs sa poli-

tique agressive contre les peuples en n'hésitant pas à envoyer des satellites qu'elle est incapable de contrôler.

Le professeur Kaminski a également dénoncé le silence observé sur les résultats de l'enquête sur la chute du « Cosmos 954 ». « Les deux superpuissances, a-t-il déclaré, se livrent une guerre de satellites, mais elles se sont entendues pour faire le silence sur les développements de leurs affrontements technologiques ».

Yasser Arafat Nous continuerons la lutte au Sud-Liban

Dans une interview accordée au journal américain « Newsweek », Yasser Arafat a déclaré que les forces palestiniennes continueront à se battre au Sud-Liban tant que les Israéliens ne se seront pas retirés de cette région. Il a déclaré que cette cinquième guerre du Proche-Orient avait été organisée longtemps à l'avance et qu'elle témoigne d'une politique d'expansion territoriale en vue d'un grand État d'Israël du Nil à l'Euphrate.

Si les Israéliens restent, je continuerai à me battre dans le Sud avec mes collègues du Mouvement national libanais. La Résistance palestinienne face à la percée israélienne a permis de détruire le mythe de la supériorité militaire israélienne. Parlant de l'initiative du président égyptien Sadate de discuter avec les dirigeants israéliens, Yasser Arafat a déclaré : « L'initiative du président Sadate est morte cette semaine sous les roues des tanks américains et sous les bombes des avions américains (utilisés par les Israéliens, note

de la rédaction). Quant au président Sadate, c'est à lui de décider ce qu'il veut faire » a-t-il poursuivi.

« Si l'Amérique veut promouvoir une paix juste dans cette région, alors nous aurons la paix. Mais tandis que nous espérons la réalisation de ce rêve, l'Amérique encourage son policier Israël et je ne vois pas pourquoi les Israéliens ne poursuivraient pas leur agression tant qu'ils ont le soutien militaire et financier des États-Unis ».

En lançant ses invitations aux partis de gauche

Ce que Giscard peut gagner

En invitant les grands leaders de la gauche à le rencontrer, Giscard d'Estaing ne donne pas un coup d'épée dans l'eau. Son initiative n'est ni nouvelle ni gratuite : toute l'histoire du Parti socialiste est là pour le prouver.

Depuis bien avant le Programme commun, les dirigeants socialistes ont eu les yeux tournés vers certaines couches de la majorité de droite.

En décembre 1965, c'est Mitterrand qui sera candidat aux présidentielles avec l'ap-

courants socialistes au sein du Parti socialiste, n'est pas clair lui non plus face aux centristes genre Lecanuet.

En plein mouvement révolutionnaire de Mai 1968, il déclare au Parlement : « A partir de l'Union de la gauche et des républicains qui se joindront à elle,

ser un gouvernement d'union nationale qui regrouperait les centristes, les radicaux et les giscardiens (l'UDF) et les socialistes et radicaux de gauche.

DE 1972 A AUJOURD'HUI
Bien sûr, cette grande unité qui excluerait le RPR gaulliste et le PCF n'est pas

card avait lancé la même invitation. La gauche est alors désunie, l'Union de la gauche est malade. Pour se donner des allures de dur, Marchais refuse l'invitation de Giscard en octobre, alors que le même Marchais avait déclaré deux mois plus tôt : « S'il m'invite à l'Élysée, j'irai lui exposer les revendications des travailleurs » (août 1974).

Mitterrand est pris de court par le refus de Marchais. Il est obligé de refuser lui aussi. Mais l'idée fait son chemin. Et le 16 septembre 1975, Fabre demande à rencontrer Giscard qui l'accueille le 30 du même mois. Mitterrand approuve discrètement. Le PCF s'inquiète du « virage à droite » des radicaux de gauche.

Aujourd'hui, la situation a mûri et surtout la gauche est plus divisée que jamais. Mitterrand et Fabre acceptent en toute liberté par rapport à un Programme commun défunt (ou presque). Quant à Marchais, il ne peut que suivre les deux autres, sinon le PCF s'isolera de ces deux anciens partenaires, ce qui montrerait au grand jour la faillite de cette Union de la gauche qui est la seule stratégie du PCF depuis plus de dix ans.



Chirac, bien sûr, Mitterrand ça se comprend, Marchais aussi, voilà ceux que Giscard veut voir dans la perspective de créer l'Union nationale la plus large possible des politiciens bourgeois.

pui de la gauche. Defferre est remis dans l'ombre. Il se présentera aux présidentielles en 1969 mais ce sera l'effondrement (les fameux 5 % des voix).

Mais Mitterrand, l'homme de l'union avec le PCF et de l'unification de tous les

nous ferons un gouvernement... L'Union de la gauche, c'est l'alliance naissante avec le PCF. Les « républicains » dont il est question, ce sont les centristes de Lecanuet mais aussi déjà les giscardiens.

Aujourd'hui encore, les socialistes sont loin de refu-

pour la semaine prochaine. Mais Giscard d'Estaing n'a rien à perdre à jouer à nouveau cette carte qui lui donnerait une majorité élargie à couleur « sociale ». De toute façon, les choses évoluent de ce point de vue.

Le 24 octobre 1974, Gis-

• Corse
Conférence de presse du FLNC

« Il n'y a en Corse qu'une violence, c'est celle de l'Etat français »

Le Front de libération nationale corse a donné au cours de la nuit de dimanche à lundi une conférence de presse clandestine. Au cours de cette conférence de presse, un militant du FLNC, Léo Battesti, est apparu à visage découvert. Il a indiqué avoir pris le maquis depuis le 13 mars dernier à la suite d'un attentat contre la direction des impôts à Bastia. Il a également précisé qu'il faisait partie du commando de l'Action pour la renaissance de la Corse (ARC) qui occupa la cave d'Aléria en août 1975. A cette conférence, le FLNC a revendiqué l'attentat commis récemment contre la résidence d'été des préfets de la Corse.

Léo Battesti a lu une longue déclaration dans laquelle le FNLC déclare : « Il n'y a en Corse qu'une violence, c'est celle de l'Etat français ». « Nous voulons, a poursuivi Battesti, amener l'Etat français à reconnaître le fait national corse. Lorsque cela sera, ce n'est pas nous qui déciderons pour le peuple. C'est lui qui choisira. Si l'Etat français ne veut pas comprendre, nous intensifierons la lutte armée. Mais il n'y a pas que cela, nous mènerons aussi la lutte collective pour la mobilisation des masses ».

Le FNLC est actuellement la cible principale de l'Etat français en Corse comme en témoignent les déclarations d'un mouvement pro-français qui s'intitule le mouvement « Renaissance » qui a appelé le gouvernement « à prendre des mesures énergiques pour mater les séparatistes corses. Dans le cas contraire, nous agirons nous-mêmes » ont déclaré ces individus qui déclarent être infiltrés dans tous les milieux.

Il ne fait pas de doute qu'un tel mouvement soulèvera l'hostilité du peuple corse à son égard et qu'il agit pour le compte des milieux les plus réactionnaires et les plus antipopulaires de Corse.

Pour notre part, nous apportons notre soutien le plus entier à la lutte du peuple corse pour son autodétermination.

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

LA QUESTION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE



PRIX 5F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à :
APN - Editions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

**L'affaire Empain
quelles surprises nous réserve sa libération ?**

Le baron Empain, PDG du groupe franco-belge Empain-Schneider, a été libéré dimanche 26 mars dans la soirée. Il avait été enlevé le 23 janvier de cette année.

QUI EST EMPAIN ?

Il est membre du Bureau exécutif du Conseil national du patronat français. La petite histoire dit qu'il a fait ses études chez les Frères, les Oratoriens, s'il vous plaît, et qu'il a eu son bachot avec beaucoup de mal, le pauvre.

C'est son grand-père qui fut le constructeur du métro parisien. C'est lui qui a la haute main sur tout ce qui se fait dans le nucléaire en France. Cela, il le doit à son très cher et très grand ami Valéry Giscard d'Estaing.

Familier des casinos car Empain joue avec l'argent qu'il extorque à ses ouvriers. Il est dit, décidément on dit beaucoup, que l'affaire Empain a peut-être commencé autour des tapis verts...

SA LIBERATION

Revenons tout d'abord à vendredi soir, au milieu

des embouteillages des départs de Pâques, sur l'autoroute du Sud. Les anti-gangs entrent en action. Un gangster est tué (Daniel Duchâteau), un autre blessé (Daniel Caillol), deux flics sont blessés aussi. Imaginez un seul instant ce que cela aurait pu donner une balle perdue dans une automobile et des dizaines de voitures cabossées avec des blessés et des morts peut-être.

Comme la police ne se sent pas à l'aise, une enquête est ouverte sur les circonstances de la fusillade et de la mort de Duchâteau. Peut-être qu'il n'aurait pas été tué au hasard après tout, qui sait ?

L'affaire s'enchaîne vite. Cédant à la panique ou plus sûrement à une sorte de marché avec la police, donnant-donnant (moins de prison contre la vie d'Empain), Caillol fait libérer Empain.

QUI EST CE CAILLOL ?

C'est un méridional de 36 ans, né à Béziers. Condamné pour plusieurs hold-ups, son ami Duchâteau, le mort, était un proxénète, un souteneur. C'est Caillol en question,

fiché comme « individu dangereux » vit dans une villa luxueuse avec piscine particulière. Il est propriétaire de la « Librairie de France », à Montpellier. Il sait très bien se débrouiller parce qu'il a bénéficié de non-lieux dans ses démêlés avec les flics. L'an dernier, la découverte de 200 000 francs suisses et d'un pistolet ne lui attira pas d'ennuis outre mesure.

QUELQUES QUESTIONS

Comment se fait-il que pendant trois semaines, semaine de l'entre deux tours des élections comprises, on n'ait pas entendu parler d'Empain et de son enlèvement ?

Comment se fait-il qu'une fois les élections finies, on nous le ressort comme un diable de sa boîte ?

Qui sont réellement ce Caillol et sa bande ? Qui est derrière eux ? Pourquoi Empain a-t-il été enlevé ? A qui et pourquoi l'argent devait-il servir ?

Autant de questions que, peu à peu, on arrivera à résoudre à moins que Caillol ne se « suicide » ?



● Saint-Denis

Après la grève à l'hôpital

Tout d'abord commençons par un rectificatif. Notre article paru dans l'« Humanité rouge » est sorti trop tard, exactement le lendemain où la grève se terminait. Nous, nous annonçons qu'elle continuait ce qui est assez grave. Ceci nous amène à envisager avec davantage de sérieux la manière dont nous prenons notre travail en main.

LA GREVE

Comme dans tous les hôpitaux, les conditions de travail sont lamentables à l'hôpital de Saint-Denis. C'est pourquoi les hospitaliers s'étaient mis en grève pour obtenir, entre autres choses, une augmentation des effectifs, la 5e semaine de congés payés, des remplacements pour les congés annuels, l'amélioration des conditions des soins à Casanova.

Sur ces revendications essentielles, seules quatre personnes seront embauchées, ce qui est bien maigre comme résultat.

LES RAISONS DE CET ECHEC

Bien qu'un comité de grève ait été mis sur pied, bien que la grève se soit élargie en nombre au cours des dix jours et que les revendications se soient élargies aussi, la grève n'a pas réussi.

Les raisons majeures de cet échec, c'est dans la politique de l'État capitaliste qu'il faut les chercher. Le plan Barre et les conséquences qu'il a sur les hôpitaux sont scandaleuses. Simone

Veil se fait l'apôtre de cette politique d'austérité forcée qui se fait au plus grand détriment des malades et des hospitaliers.

La direction de l'hôpital, en fidèle gardienne des intérêts de l'État capitaliste, fait subir cette austérité aux hospitaliers. Elle se retranche derrière le budget non débloqué, etc. Bref, elle se moque pas mal du sort des hospitaliers et des malades... pourvu que le fric rentre.

ET LES RESPONSABLES SYNDICAUX

Invoquant les mêmes arguments que la direction du genre : « La 5e semaine, c'est pas du ressort de la direction », « Les augmentations des effectifs, faut attendre que le budget soit débloqué », les dirigeants syndicaux ont démobilité les travailleurs.

Ils ont réussi à faire reprendre le travail avec des miettes. Voilà ce que disent les marxistes-léninistes en conclusion :

« Les tribuns ont rendu leur verdict dès le début du compte-rendu des négociations : ils ont apprécié à leur façon les résultats ; ils nous ont dit : " Nous considérons les résultats comme positifs et nous vous appelons à reprendre le travail dès demain " ».

« Nous, communistes marxistes-léninistes, demandons aux travailleurs qui ont trouvé ces paroles justes, et à ceux qui auraient voulu continuer la lutte :

— Est-ce que c'est la démocratie ça : de donner son avis avant tout le monde, avant même de

lancer le débat à la base ?

— Est-ce que c'est la démocratie de ne pas réunir le comité de grève pour faire le bilan des négociations ?

— Est-ce que c'est la démocratie de mettre sur la touche le comité de grève au moment de faire le compte-rendu et de s'asseoir à la tribune sans le comité de grève ?

— Est-ce que c'est la démocratie que les « responsables » freinent et désarment les travailleurs dès le début de la séance en leur annonçant tout de go que de toute façon les « responsables » ont déjà décidé la reprise du travail quoi qu'en disent les travailleurs ?

— Est-ce la démocratie de présenter comme positif ce qui ne l'est guère et d'oublier de rapporter certains propos de la direction ? Les membres du comité de grève dans la salle nous ont bien éclairés sur l'intransigeance de la direction.

LA DEMOCRATIE QU'IL NOUS FAUT

C'est :

— Un comité de grève élu par les travailleurs avec un représentant par service qui dirige vraiment la lutte avec les dirigeants syndicaux. Pourquoi un comité de grève ? Pour permettre aux représentants de la base des travailleurs de participer aussi à la direction de la lutte : plus on est et mieux ça marche !

— C'est une participation de nombreux travailleurs à l'organisation de



Orléans, jeudi 23 mars, les hospitaliers ont de nouveau manifesté pour leurs revendications.

la lutte,

— C'est une large consultation des travailleurs à chaque étape importante de l'action.

CONTINUER A S'UNIR

En résumé, les travailleurs qui ont accepté de reprendre et ceux qui voulaient continuer sont d'accord sur une chose importante : continuer à préparer chaque jour les luttes de demain tous ensemble pour les revendications qui nous unissent.

Nous, communistes marxistes-léninistes, sommes prêts à lutter classe contre

classe parmi les travailleurs

— Contre la bourgeoisie
— Pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

— En luttant pour la démocratie dans les syndicats comme en dehors des syndicats, syndiqués et non-syndiqués.

— En continuant à rallier de plus en plus de travailleurs au cahier de revendications établi ces jours derniers.

— En faisant des assemblées de service et des délégations incessantes, service par service, pour obtenir

des revendications auprès de la direction.

— En travaillant à coordonner l'action des hôpitaux du 93 pour obtenir la 5e semaine et l'augmentation des effectifs.

— En informant la population de Saint-Denis, les familles des vieux de Casanova de nos revendications qui les concernent tous unis.

Les communistes marxistes-léninistes de Saint-Denis avec le soutien du Parti communiste marxiste-léniniste de France

● Beauvais

Licenciement à la MFTC

Un délégué syndical CFDT de l'usine de Beauvais de la Manufacture française de tapis et couvertures (MFTC - Groupe Agache-Willot) vient de faire l'objet d'une procédure de licenciement pour avoir, selon la direction de l'entreprise, volé un pot de peinture de trois kilos.

Ses employeurs reprochent exactement au délégué, M. Francis Hadarque, d'avoir enlevé ce pot de peinture dans les bureaux actuellement en réfection et de l'avoir transporté dans son local syndical.

Le délégué syndical - entré en 1973 à la MFTC comme aide-comptable - estime que cette accusation n'est qu'un prétexte et accuse le Groupe Agache-Willot d'avoir eu recours au même procédé, en 1975, en « licenciant pour le même motif un délégué syndical CFDT de son usine

de Flexicourt, dans la Somme ».

En effet, ce n'est pas très difficile à réaliser pour un patron. Prenez un pot de peinture, portez-le dans le bureau syndical, trouvez deux bons témoins bien choisis qui diront que c'est le délégué qui a fait le coup et le tour est joué.

● Lyon

Licenciement à la Therm-Cailhoux

La direction de la société « Therm-Cailhoux » (spécialisée dans la robinetterie industrielle) a annoncé aux représentants du personnel sa décision de procéder prochainement au licenciement de 219 personnes, soit la moitié des effectifs.

La société « Therm-Cailhoux » possède quatre usines installées dans la Loire, l'Ardèche et le Rhône. Par un jugement du tribunal de Commerce de Lyon, en date du 15 mars 1978, elle a été mise en réglemment judiciaire. Comme quoi la crise est

finie, n'est-ce pas monsieur Barre ?

● CAF

La grève se poursuit

La grève de la Caisse d'allocations familiales se poursuit. Aucun accord n'est sorti des diverses discussions avec la direction. La revendication des techniciens qui réclament le passage du niveau 5 au niveau 6, ce qui signifie une augmentation de 11 % de leurs salaires, est toujours posée. La direction refuse toujours de l'accorder.

Les grévistes, eux, tiennent bon et ont toujours le moral. La grève concerne 8 000 techniciens.

● Riom

(Puy-de-Dôme)

Dans les prisons on lutte aussi

Les détenus de la centrale de Riom (Puy-de-Dôme),

refusent de travailler depuis le 21 mars, pour protester contre la retenue effectuée sur leur salaire pour la nourriture.

Les prisonniers, au nombre de deux-cents environ, effectuent des travaux de rempaillage. Quatre cars de CRS avaient pris position jeudi après-midi dans la cour de la centrale et sont ressortis dans la soirée, après avoir isolé les « 17 meneurs » de la majorité des grévistes. Ils ont été mis au secret. Les 218 détenus de cette centrale sont Nord-Africains.

● Autoroutes du Sud

Grève des employés des péages

Le personnel des péages de la société « Les autoroutes du Sud de la France » a été en grève vendredi matin 5 h jusqu'à samedi matin même heure.

Le mouvement, déclenché à l'appel des syndicats CGT et CFDT, avec l'appui

de FO, a été observé à 100 % sur le tronçon Marseille-Salon et à 50 % dans le secteur Avignon-Orange-Bollène (Vaucluse). Il a affecté les autoroutes « languedocienne » (Orange-Perpignan) et « l'autoroute du soleil » (Lyon-Marseille) qui, toutes deux, dépendent de la société « Les autoroutes du Sud de la France » (ASF).

Les grévistes réclament notamment une augmentation des salaires, le 13e mois calculé sur le salaire réel et la création de postes.

● Vichy

Lutte lycéenne

A la suite de l'application de la réforme Haby : — Instauration d'un conseil de professeurs duquel sont exclus les élèves et leurs parents

— Diminution du rôle des conseils de classe et par voie de conséquence du rôle des délégués, les lycéens de Presles ont entrepris une lutte depuis

le 23 janvier 1978 en refusant de véhiculer les cahiers d'appel et les cahiers de texte*.

Réunis en assemblée générale, le lundi 13 mars, ils ont décidé d'organiser une réunion publique afin d'informer la population sur ces problèmes.

Cette réunion aura lieu le mercredi 29 mars à 20 h 45 à la Bourse du travail de Vichy.

*Les élèves ont d'ailleurs renvoyé cahiers de texte et d'appel au rectorat.





TEMOIGNAGE (Paru dans La Faucille No 58)

Un paysan de Loire-Atlantique explique

« Pourquoi j'ai rejoint le PCMLF »

Je suis entré au parti il y a deux ans, après bien des hésitations. C'est à travers la lutte syndicale que j'ai commencé à réfléchir à toutes ces questions-là : la révolution, la lutte armée, le parti... Depuis toujours, on mène des luttes syndicales, on dépense de l'énergie, on fait des sacrifices sur tous les plans, sur le plan de la vie de famille par exemple et on constate que c'est toujours à recommencer. Il y a eu la guerre du lait en 1972, il faut la reprendre en 1978, sinon c'est tous les petits paysans de notre région et une partie des moyens qui vont y passer.

BIEN SUR,
LA LUTTE SYNDICALE

On s'est bagarré à Mésanger, à la Vigne-Marou, à Cheix, on a parfois remporté quelques succès mais les propriétaires et les notables sont toujours là et ils ont toujours tous les droits. Au Sud, c'est la centrale du Pellerin, au Nord, c'est l'aéroport et là on est directement en face de la machine capitaliste qui veut tout broyer sur son passage : paysans, ouvriers, population locale, cadre de vie. Une semaine, c'est une manifestation contre un trust agro-alimentaire comme Wessafic, une autre c'est contre le Crédit agricole qui veut étrangler un petit paysan à Pierric, etc.

Et on n'a pas le choix de faire autrement, cette lutte syndicale est indispensable, c'est la base de tout, il faut même la renforcer et l'élargir, par exemple en développant un véritable syndicat de classe et de masse des petits et moyens paysans. Sans la lutte syndicale, le capitalisme ne fait qu'une bouchée de beaucoup d'entre nous. L'affaire Taupin à Pierric ou la lutte de Cheix l'ont bien montré. Mais si on en sauve ici ou là, c'est 100 000 qui vont disparaître d'ici trois ans.

POUR OBTENIR UNE
CONCESSION, UN RÉPIT...

Sur un point ou sur un autre, on peut faire reculer le capitalisme, obtenir une concession, un répit mais dans l'ensemble, il continue d'avancer, d'éliminer, d'encercler les poches de résistance (par exemple, grâce à la taxe de coresponsabilité). Il a, à sa disposition toute la machine d'État avec armée, justice,



police, banquiers, politiciens professionnels, syndicats marrons, etc., tout ce monde-là vise dans le même sens.

Nous autres, on est à terrain découvert, dispersés, divisés souvent, sans plan d'ensemble, sans direction, sans parti. C'est tout cela qui m'a fait réfléchir. Et c'est ce qui doit faire réfléchir bien d'autres gars en ce moment.

La gauche et son Programme commun, je n'y ai jamais cru. Mitterrand-Marchais n'ont que faire des petits paysans de Pierric ou d'ailleurs. Leurs coopératives démocratiques ou leurs offices, de ci ou de ça, seront gérés par les gros et à leur service. Le Crédit agricole n'est pas réformable, on ne mettra pas le Crédit agricole (3e banque mondiale de dépôt) au service des petits paysans.

MAIS IL
NOUS FAUT PLUS

Alors ce qu'il nous faut, c'est compter sur nous-mêmes, nous défendre mais aussi contre-attaquer, créer les conditions pour en finir avec ce régime. Le syndicat ne nous suffit pas, il nous faut un parti révolutionnaire, un parti communiste où on se retrouve avec les ouvriers,

Je ne dis pas qu'il n'y a pas des militants révolutionnaires sincères dans beaucoup de groupes actuellement, mais pour moi, le parti des ouvriers et des paysans, c'est le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

Je le juge sur ce qu'il dit, sur son programme, mais surtout sur ce qu'il fait. Ses militants se trouvent systématiquement aux côtés de ceux qui luttent, que ce soit les petits paysans, les ouvriers agricoles, les populations menacées par la centrale du Pellerin ou les ouvriers de Bricaud, Dubigeon ou Laving-Graces à Nantes.

Je le juge aussi sur son passé. Par exemple, sur le fait que tous ses fondateurs sont des vieux militants communistes comme Jacques Jurquet ou François Marty (anciens résistants, qu'ils ont tous été exclus du PCF dans les années 60 sur ordre du Comité central du PCF parce qu'ils soutenaient la Chine et l'Albanie contre ceux qui restauraient le capitalisme en URSS, parce qu'ils ont été du côté des patriotes algériens et du FLN, alors que le PS d'alors, des Mitterrand et des Mollet massacraient le peuple algérien avec la complicité du PCF.

LE PARTI

Notre parti n'est pas parfait, il a fait des erreurs, mais il a su aussi les corriger. Ce n'est pas un parti d'intellectuels, il y en a bien sûr, mais on y trouve aussi de plus en plus d'ouvriers et de paysans.

En plein accord avec mes autres camarades paysans du PCMLF de Loire-Atlantique, et au nom de mon parti, je demande à tous nos lecteurs, à tous nos amis et sympathisants d'être attentifs à notre pratique syndicale et politique, à ce que nous disons et à ce que nous faisons. Je n'ai apporté mon témoignage personnel que pour montrer la démarche qui amène un paysan dans un parti communiste et pour montrer aussi qu'il est temps pour les paysans et les travailleurs des campagnes de se poser la question du parti révolutionnaire. C'est à chacun de faire son choix, mais le renforcement de ce parti est urgent et indispensable dans la période de crise que nous vivons. On ne s'en sortira pas par un bulletin de vote. Il nous faut un parti pour guider nos luttes jusqu'à la révolution socialiste. C'est à nous de le construire.

• Chantier de Nord - France (Lagny)

3 semaines de grève, Coordination avec les chantiers grévistes de Paris

Nord-France, très grosse entreprise dans le bâtiment, a plusieurs chantiers dans la région parisienne. Celui de Lagny est en grève depuis le 7 mars après les trois de Paris (Châtelet, les Halles, Voltaire).

En tout, 85 ouvriers à Lagny (400 travailleurs pour les quatre chantiers) revendiquent :

— Une augmentation de salaire à 17, 20 F de l'heure (ceux de Nord-France touchaient 15,45 F de l'heure, ceux de Genis 14,20 F à 14,60 F de l'heure).

— 24 F en prime de déplacement (16,95 F jusqu'ici) plus la carte orange car beaucoup viennent de l'autre bout de la région parisienne : Versailles, Bobigny.

— Plus dix minutes de déshabillage comprises dans les heures de travail.

— Du matériel vestimentaire (deux bleus, deux paires de gants, deux paires de bottes par an).

— Des mesures de sécurité

— Le paiement des jours de grève.

Les ouvriers des chantiers de Lagny, presque tous immigrés, et dont certains vivent dans des foyers Sonacotra, ont de riches discus-

sions en assemblée générale et semblent bien déterminés à aller jusqu'au bout avec leurs camarades de Paris malgré les miettes lâchées par la direction :

— Carte orange et... abaissement à 14 F pour la prime de déplacement !

— Les 10 minutes de déshabillage !

Le 21 mars, la direction semblait reculer : en effet, elle « accordait » 4 % d'augmentation soit 16,07 F de l'heure... mais dont 3 % étaient prévus avant la grève ; 75 % du temps de grève serait payé... mais il faut que les ouvriers l'effectuent en heures supplémentaires après la reprise du travail.

De qui se moque-t-on ? Pour imposer un rapport de force, une délégation de masse (60 ouvriers) est partie le 24 mars à Paris où le syndicat CGT de Nord-France devait rediscuter avec le patron le cahier de revendications commun à tous les chantiers en grève.

Non à l'expulsion de Saïd Jertila

Saïd Jertila, ouvrier tunisien en France depuis sept ans, a reçu un avis d'expulsion le 3 février 1978.

En 1975, Saïd Jertila en sortant de son travail pour la pause (dix minutes), menacé et violemment insulté par un automobiliste raciste qui avait failli le renverser, s'était vu contraint de se battre. L'automobiliste légèrement blessé, Saïd Jertila appela lui-même police-secours.

Résultat : la justice ferme les yeux sur les insultes racistes et condamne Saïd à 15 mois de prison avec sursis et à cinq ans de mise à l'épreuve.

En 1978, le 18 janvier, le ministère de l'Intérieur prend prétexte de cette peine pour l'expulser.

Depuis son entrée en France, Saïd Jertila a toujours été en règle avec la police et l'administration. Pendant sept ans, il aura travaillé dans des métiers pénibles (cadences en usine), pendant sept ans il aura subi les brimades quotidiennes (contrôles policiers, racisme, qui sont le lot des travailleurs immigrés pour se voir finalement rejeté comme du bétail.

Cette politique d'expulsion systématique est une atteinte supplémentaire aux droits et à la dignité des travailleurs immigrés. L'État français a ouvert ses frontières à l'immigration pour avoir une main d'œuvre sous-payée et corvéable à merci. Au cours des années, les travailleurs immigrés ont mené des luttes nombreuses et diverses pour arracher leurs droits. Mais aujourd'hui, l'État français, qui veut se débarrasser au plus bas prix de cette immigration, utilise la méthode la plus arbitraire et la plus policière : l'expulsion systématique. En 1977 : 6 000 expulsions. Nous ne pouvons tolérer cette politique d'esclavage qui rejette brutalement ceux qu'elle a exploités sans scrupule.

Comité de soutien contre l'expulsion de Saïd Jertila
154 rue Saint-Maur - Paris 11e - Tél : 357 58 50

Permanence tous les jours de 18 à 20 h.
Soutien financier : Laurence Galène, CCP, La Source

No. 31 084/14 B

Prendre en main la diffusion de «Prolétariat» Où en sommes-nous ?

Depuis maintenant six mois, la revue théorique et politique des communistes marxistes-léninistes de France a repris sa parution. Le numéro 14 a été accueilli avec enthousiasme par les lecteurs anciens et nouveaux comme en témoigne le riche et abondant courrier que nous avons reçu.

Les nombreuses suggestions contenues dans ces lettres seront peu à peu appliquées, tant en ce qui concerne la forme que les propositions d'articles. Notons un détail : les partisans de l'actuelle couverture sont aussi nombreux que ceux qui désirent une nouvelle formule.

Le numéro 14 a été quasiment épuisé et à part de rares exceptions, il a été réglé par les diffuseurs. Le numéro 15 suscite moins de réactions - en cette période, c'est bien compréhensible - mais les commandes des comités de diffusion ont été importantes.

ENCORE DES INSUFFISANCES

Il y a encore de nombreuses insuffisances dans notre travail. Au niveau de la forme, la mise en page manque encore de clarté, d'aération ; les caractères utilisés dans le numéro 15 étaient trop petits pour une lecture facile. Au niveau du contenu, nous n'avons pas encore réuni les conditions nécessaires pour publier la rubrique de formation demandée par tous nos lecteurs. Au niveau de l'administration et des expéditions, il y a eu des

retards pour certains envois « pli fermé » et pour certaines commandes des diffuseurs. Pour ces derniers, il faut cependant savoir que nous sommes obligés de grouper nos envois pour bénéficier du routage, et donc d'attendre une certaine période que les commandes s'accumulent.

Nous nous organisons peu à peu pour répondre aux demandes de lecteurs mais c'est bien des forces « minimum » qui ont été réunies pour sortir « Prolétariat » et surtout le travail effectué est totalement nouveau tant en ce qui concerne la publication elle-même que l'administration.

Le numéro 16 est en chantier. Il comportera une analyse des nouvelles données de la situation politique après la campagne électorale. C'est pourquoi nous avons décidé de reporter la parution à la mi-mai (les délais de fabrication sont de 30 à 45 jours). Des articles sur le 3e congrès du PCMLF, sur l'unification des marxistes-léninistes... sur l'Indonésie sont en préparation.

APPEL AUX LECTEURS

Voilà brièvement pour ce qui est de notre travail. Mais

une revue comme « Prolétariat » ne vit que grâce au soutien de ses lecteurs et c'est à eux que nous nous adressons pour amplifier la diffusion selon trois objectifs :

- 1) Les abonnements. C'est pour nous un secteur vital. Nous n'avons pas retrouvé encore le nombre des abonnements de 1976 malgré de nouveaux abonnés. Nous espérons que les anciens abonnés répondront positivement au courrier que nous leur avons envoyé. Mais c'est vers les nouveaux lecteurs qu'il faut s'orienter. Des centaines de travailleurs ont acheté et lu avec intérêt le numéro 14 et le numéro 15 : il faut leur proposer de s'abonner.

- 2) Les dépôts en librairie. Bien que moins intéressants au strict point de vue financier, ils sont un moyen d'élargir la diffusion de « Prolétariat » à de nombreuses personnes qui recherchent une orientation claire. Or, notre réseau de librairie reste encore faible... et nous ne pouvons compter que sur les diffuseurs de « Prolétariat » pour aller voir les libraires, leur proposer un dépôt et... encaisser les factures.

- 3) Faites connaître notre revue. Au cours de cette campagne électorale, nous avons noué de nouveaux contacts ; nous avons resserré nos liens avec de nombreux sympathisants. Quel meilleur outil avons-nous que « Prolétariat » pour leur faire comprendre

nos objectifs, pour leur faire partager notre combat.

Avons-nous pensé à proposer l'article sur le « 10e anniversaire du parti » à ceux qui ignorent l'origine des marxistes-léninistes ?

Avons-nous pensé que l'article sur « la question corse » intéresserait tel travailleur corse ou tel militant patriote que nous côtoyons ? (No 14).

Avons-nous pensé à utiliser les arguments d'André Druet dans son article sur « la voie démocratique révolutionnaire » lorsque nous polémiquons avec des membres du PCF ?

UNE FORMULE SPECIALE

Voilà pourquoi nous proposons une formule spéciale pour faire connaître notre revue. Envoyez-nous trois adresses de vos amis, connaissances, camarades de travail et un chèque de 30 F. Nous nous chargeons de leur envoyer un exemplaire du dernier numéro de « Prolétariat » ; un mois plus tard, nous leur proposerons de s'abonner.

« Prolétariat » doit devenir la revue théorique et politique qui clarifie les perspectives de ceux qui s'opposent à la bourgeoisie de droite et de gauche. Faire abonner les travailleurs, écouter leurs critiques, exprimer leurs aspirations, voilà nos objectifs.

Hervé Dastar
secrétaire de rédaction
de « Prolétariat »

VENDREDI 31 MARS A 20 h 30

Réunion-débat

« La vie des travailleurs immigrés en France »
 au « Centre 72 » - 72, rue Victor Hugo
 92270 BOIS-COLOMBES
 (près gare de Bois-Colombes)

avec projection :

- D'un film « Après le dernier train », réalisé par la CFDT sur la grève des nettoyeurs du métro.
 - D'un montage audio-visuel « Le dossier Stoléru » réalisé par l'ASTI (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés).

Soirée organisée par :

- L'ASTI d'Asnières-Gennevilliers
 - L'ASTI de Colombes
 - L'Union locale CFDT de Colombes, Bois-Colombes et la Garenne-Colombes.

3 sympathisants du NAPAP condamnés à 7 ans de prison pour transport d'armes

Trois sympathisants des NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), Frédéric Oriacm, Michel Lapeyre et Jean-Paul Gérard, ont été condamnés par la 14e chambre correctionnelle de Paris à sept ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. Le transport d'armes est le motif de cette lourde condamnation.

Ils avaient été surpris par la police en train de transporter des armes et des munitions dans la rue Bobillot à Paris dans la nuit du 12 au 13 mai 1977. D'après la justice, ces armes auraient été utilisées pour tuer Tramon, le meurtrier de Pierre Overney, ainsi qu'un attaché militaire de l'ambassade d'Espagne et l'ambassadeur de Bolivie. Tout ceci reste au conditionnel.

Par contre, la justice admet que les trois accusés n'ont pas participé aux meurtres cités ci-dessus. Ils ne sont donc accusés que d'infraction à la législation sur les armes et mu-

nitons. La sévérité de la peine qui leur est infligée est scandaleuse quand on sait, par exemple, que les meurtriers de la police sont absous de toute peine et pas même poursuivis.

Au cours de leur procès, les accusés ont fait une défense politique et ont dénoncé la société capitaliste.

Les tracts sur la campagne d'abonnement au quotidien et au bimensuel sont disponibles

PASSEZ VOS COMMANDES RAPIDEMENT EN TELEPHONANT AU 205-51-10

Boycott de la coupe du monde de foot «L'Épique» est paru

Le COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football) vient de publier un numéro de l'« Épique » (le contraire de l'« Équipe ») consacré à la Coupe du monde de football.

Les principaux articles sont :

- Page une : « Mundial 78 : Videla le meilleur buteur ».
- « Pas de football entre les camps de concentration ».
- « On a gagné », la campagne chauvine saluant la qualification de l'équipe de France.
- « Voyage au paradis », la répression à travers un dépliant d'« Amnesty international ».
- Page deux : « Quelle solidarité avec les travailleurs argentins : boycott du Mundial ».
- « La militarisation de la coupe ».
- « Une lettre à l'« Humanité » en réponse à la position de la CGT contre le boycott ».
- Page trois : « La campagne de boycott ».
- « Les intérêts français en Argentine ».

Ce numéro est vendu 2 F et peut être commandé au COBA, 14, rue de Nanteuil 15e. Joindre 1 F pour frais d'expédition.

A l'appel des communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité rouge » et de l'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » de Beauvais :

Meeting de commémoration de la
COMMUNE DE PARIS
Mairie de Voisinlieu
le 31 mars 1978 à 20 h 30

Meurtrier des frères Chaussin Il continuera à toucher son salaire !

Le flic meurtrier d'Alain et Bernard Chaussin a été suspendu de ses fonctions, mais il continuera à toucher son salaire. Que pouvait-il espérer de mieux ? De plus, il a été inculpé par la justice, après avoir tué deux personnes, de « coups et blessures involontaires » ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Ainsi donc,

l'inculpation qui « pèse » sur le meurtrier le lave du meurtre qu'il a commis puisqu'il n'est même pas accusé d'homicide. L'accusation « coups et blessures » est totalement contraire à la réalité que nie et va continuer de nier la justice pour couvrir le flic meurtrier.

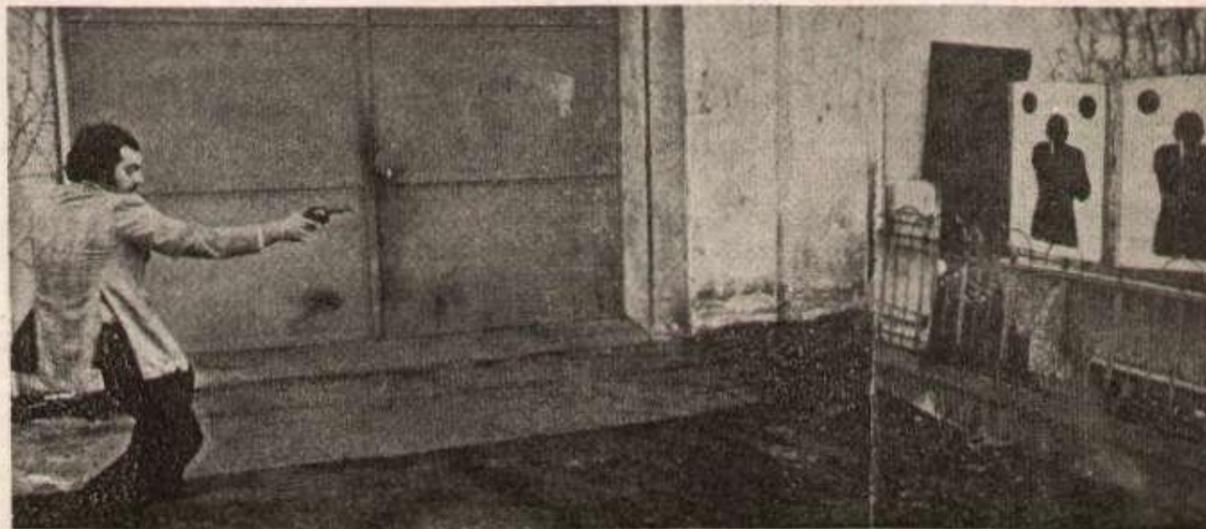
D'autre part, celui-ci, un nommé Evra a tiré six coups

de revolver à moins de dix mètres des victimes en visant la tête et n'aurait pas eu l'intention de donner la mort. Il n'y a que la justice pour raconter des balivernes pareilles. Rappelons que les frères Chaussin ont été tués après que des taxis qui avaient eu un léger accrochage avec eux en voiture eurent appelé la police et que l'un des policiers, sans

aucune raison, avait tiré sur eux, en prétextant avoir cru qu'ils étaient armés d'un fusil, ce que l'enquête infirme.

Les parents des victimes demandent l'inculpation du meurtrier pour homicide volontaire.

Alain et Bernard seront inhumés jeudi 30 mars à 9 H 30, au Colombarium du Père Lachaise.



Un inspecteur de police s'entraîne à tirer sur des cibles à forme humaine

En avant pour la souscription de 100 millions !



POUR TOUTE COMMUNICATION AVEC LE JOURNAL TELEPHONER AU 205-51-10

Le Bimensuel n° 27 est paru

Spécial élections

- Souscription à librairie 80 F
- J.G. pour la souscription 100 F
- Pour le succès de la campagne électorale pour la souscription 2 000 F
- Des camarades de Montpellier 110 F
- Pour un parti marxiste-léniniste unique 3 500 F
- Pour le soutien à la presse :
- M.L.B.A. 2 000 F
- S.M. 200 F
- J.M. 300 F
- D.P. soutien à la campagne politique de 78. 500 F
- Soutien à l'« Humanité rouge » Chou S. 100 F
- A.F. soutien 10 F
- Souscription à meeting unitaire du 26/2/78 236 F
- B. 1 000 F
- Soutien à l'« Humanité rouge » :
- L.R.S. 140 F
- Un lycéen 10 F
- Une écolière pour décembre, janvier, février. 30 F
- Souscription pour les cent millions M.M. 250 F
- De vieux amis M. et Mme M. 300 F
- Un camarade J. 500 F
- Une travailleuse immigrée 200 F
- M. et Mme B. 200 F
- Souscription 6 F
- Un camarade pour les cent millions. 5 000 F
- Souscription à librairie 280 F
- Pour la victoire du prolétariat, pour un seul parti marxiste-léniniste M.L. B.R. 50 F
- Soutien hebdomadaire (mars) M.D. 60 F
- Souscription à réunion publique H.R. du 17/2 Tours 100 F
- Souscription G.A. 12 F
- Souscription Vitralles. 150 F
- C.D Jdanov 370 F
- C.D Clermont 250 F
- Pour le quotidien, pour les cent millions H.S.P. 250 F
- C.D Politzer 20 F
- Souscription élection S.H 100 F
- Supplément à réabonnement :
- G.B. 70 F
- S.J 640 F
- D.J 60 F
- S.CL 10 F
- G.TH 10 F
- D.M 10 F
- HP 10 F
- L.A 10 F
- D.C 14 F
- D.L. 90 F
- M.B 195 F
- P.F 45 F
- L. JP L.L 10 F
- L.D 10 F
- S. 14 F
- F.O. 100 F

- LLS 110 F
- E.S 20 F
- B.C 14 F
- S.D 30 F
- J.Y 60 F
- L.B.M 120 F
- P.J.C 320 F
- L.D. AM 20 F
- LS 10 F
- B.D.M 180 F
- N.G 40 F
- B.M.J 45 F
- G.J 90 F
- T.A 60 F
- S.M 220 F
- P.J.C 10 F
- T.M 10 F
- D.J 290 F
- M.J 14 F
- L.D 50 F
- D.B 60 F
- M.P 90 F
- M.R 90 F
- J.C 120 F
- D.J.P.C 90 F
- P.M 90 F
- B.G 20 F
- R.J.D 60 F
- M.J.G 60 F
- J.P.R 20 F
- L.C.J.M 20 F
- A.CH 390 F
- S.M.C 20 F
- M.M.F 90 F
- P.J.R 40 F
- B.A 45 F
- LS 90 F
- L.G 190 F
- R.P 120 F
- D.M.J 90 F
- V.D 210 F
- G.G 220 F
- B.F 90 F
- P.B 290 F
- D.P.J.F 10 F
- O.P 15 F
- G.D 20 F
- M.E 10 F
- B.A 30 F
- Total au 10/3/78. 96 071 F

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
 BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN			
	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL			
	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases coorespondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :

Rue : Commune :

Code Postal :

Lors de sa dernière session, le Comité central du PCMLF a organisé une souscription parmi ses membres qui se monte à 846.10 F.

Témoignages du Trégor

«C'est une honte, un scandale !»

« C'est une honte, un scandale », « C'est dégueulasse », « Ils le font exprès ! Ce sont les réflexions qu'on entend tous les jours dans le Trégor (région de Guingamp-Lannion-Paimpol) au sujet de la marée noire. On en parle dans les bistrot, les commerces, les usines, avec les voisins. Pour l'ensemble des travailleurs, c'est clair, cette « catastrophe », c'est la loi du profit maximum qui en est la cause.

Construire des pétroliers immenses avec des équipages d'à peine trente hommes, les charger à bloc, passer le plus près des côtes, laisser pourrir les bateaux car on n'a pas le temps de les réparer, ce n'est pas de la négligence, c'est un crime. Et en l'occurrence, un crime contre le peuple breton, déjà éprouvé au possible par cette société capitaliste pourrie. Ne sommes-nous pas déjà parmi les plus mal payés, parmi les plus exploités, n'est-ce pas chez nous que le chômage règne sans partage avec l'exode et l'élimination des petits paysans et des pêcheurs. N'est-ce pas chez nous que l'on interdit aux enfants de parler la langue de leurs parents !

Après la sécheresse de l'été 1976, voici la marée noire de 1978, pour l'une

et pour l'autre on nous promet des indemnités, on nous fait des promesses. Mais nom de Dieu ! Qui va indemniser les « fous de Bassan » et les pingouins des Sept Îles, qui va in-

mineur. Il faudra des années d'effort pour tout remettre en ordre. A moins qu'un nouveau pétrolier, tant qu'à faire de 500 000 tonnes, ne vienne encore se briser chez nous.

Au-delà des promesses, qui de toute façon ne seront pas tenues, organisons nous-mêmes notre riposte sur place. Et que les capitalistes pollueurs paient et paient cher puisque c'est le



De nombreux sauveteurs s'efforcent de nettoyer les côtes envahies par le mazout.

demniser les crabes, les huîtres et les coquilles Saint-Jacques ?... Ils vont tous crever et leur mort prélué au chômage et à la misère pour des milliers de pêcheurs, de goémoniers, de jeunes, de paysans et d'ouvriers.

Le saccage de la mer des côtes n'est pas un incident

Pour qui ne connaît pas l'île de Bréhat, les Sept Îles, Port-Blanc, Perros ou Trébeurden, la « catastrophe » peut paraître bénigne. Mais pour nous, travailleurs bretons, qui depuis des générations avons travaillé cette terre et cette mer, c'en est trop.

Demain, à Paris, les « Pennou Bras » (1) s'étonneront si le plastic et la poudre parlent. Déjà à Lannion, il manque des carreaux à la sous-préfecture ! Mais ce ne sera que justice.

seul langage qu'ils connaissent. Pourquoi ne pas saisir tous les biens de la Shell, affrèteuse du bateau en France ? Voilà une question à laquelle M. Barre sera bien ennuyé de répondre. Et pour cause !

Face aux capitalistes pollueurs, unité de lutte des ouvriers, paysans et pêcheurs de Bretagne !

Correspondant HR
Guingamp

(1) Pennou Bras : « grosses têtes » en breton.

Au coude à coude

En fin de semaine, dans de nombreuses villes côtières de Bretagne, des manifestations diverses ont eu lieu :

- L'occupation des locaux de la sous-préfecture de Lannion en pleine nuit, jeudi, par quelques cent-cinquante personnes,
- La manifestation de mille personnes à Morlaix avec des oiseaux mazoutés le même jour
- Et la prise d'assaut de la préfecture de Quimper.

Travailleurs de la terre et de la mer, écologistes, lycéens... marchent au coude à coude.

Pour la première fois dans les annales de la ville de Brest, la préfecture maritime a été prise d'assaut jeudi dernier par cinq à six mille personnes. Voitures militaires, murs de la préfecture, tout a été maculé à la bombe de peinture rouge ou noire, d'inscriptions hostiles à la Marine nationale.

Le même jour, à Saint-Brieuc, ils étaient six à sept cents, scandant entre autres : « Le plan Polmar, c'est du bidon ».

Vendredi soir à Brest, la police a chargé les manifestants devant la sous-préfecture. Une autre manifestation avait lieu à Quimper. Samedi, c'était à Lannion un millier de personnes, à Lorient huit cents personnes. A Portsall, des jeunes ont manifesté afin d'obtenir la parole au cours d'une émission de radio enregistrée en direct, à laquelle participait Marc Becam, secrétaire d'État aux Collectivités locales. Ce même Becam prétend qu'à « chaque fois, nous avons une marée noire d'un type nouveau », comme pour justifier qu'aucune mesure sérieuse ne soit prise par la bourgeoisie, contre la pollution et ses répercussions, alors que c'est le profit avant tout qui guide les capitalistes.

Multiples viols

Une série noire à laquelle il faut mettre fin

Trois hommes ont été arrêtés pour avoir violé une jeune Allemande en vacances à Gerardmer.

Ayant proposé de la raccompagner alors qu'elle rentrait à son hôtel, ils ont abusé d'elle, arrivés sur une route forestière avant de l'abandonner en pleine forêt.

Cinq jeunes gens dont trois mineurs ont été arrêtés eux aussi pour avoir enlevé de force et violé une jeune fille de 14 ans qui revenait d'un bal à Moulis en Gironde ; parmi eux trois mineurs de 15, 16 et 17 ans.

Dans la banlieue marseillaise, ce sont trois hommes qui ont violé la caissière d'un grand magasin, conduite de force dans un appartement. Dans une société qui se prétend « moderne », de tels actes abominables se multiplient. Il importe de soutenir plus que jamais les mouvements de femmes qui luttent pour leur émancipation et ont récemment montré, en barbouillant d'inscriptions des cinémas passant des films pornographiques, que les responsabilités de tels actes étaient loin de n'être qu'individuelles.

Libération du baron Empain

Le ministre de l'intérieur pavoise

« Le gouvernement avait décidé de ne pas céder à un ignoble chantage dans l'affaire Empain ; il a eu raison de le faire » a déclaré Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur ; et de féliciter les forces de police, notamment la brigade anti-gang, qui a déjà pas mal de « bavures » sur la conscience. « Les malfaiteurs, a-t-il déclaré, doivent comprendre que notre société de liberté entend se défendre, en exigeant le respect des lois ». La libération du baron Empain est une chose. Ce que Bonnet ne dit pas c'est que le quadrillage gigantesque qu'il a mis en place à cette occasion avait en fait beaucoup plus pour objectif l'intimidation de la population que la libération du baron, qui, il le savait fort bien, s'opérerait par d'autres moyens. Sous prétexte de lutter contre le « terrorisme », des centaines et des centaines de milliers de gens contrôlés, la fouille des voitures, les perquisitions dans de nombreux appartements d'honnêtes travailleurs, la poursuite en justice de ceux qui voulaient refuser de se plier aux ordres arbitraires de la police à cette occasion, voilà une autre fermeté dont le ministre de l'Intérieur ne parle pas. Rappelons que le Syndicat de la Magistrature avait mis en garde contre cette vaste opération policière qui visait bien autre chose que la seule recherche du baron Empain : habituer les travailleurs à la présence massive de la police en armes et à ses exactions « légales ». Le véritable terrorisme, c'est celui de l'appareil d'État.

Le monde en marche

• URSS
Persécution contre des dissidents

Le procès de deux membres du groupe ukrainien pour l'application des accords d'Helsinki, Miroslav Marinovitch et Midola Matusevitch s'est ouvert mercredi à Vasilo au sud de Kiev en Ukraine, a-t-on appris. En juillet dernier, deux autres membres de ce groupe avaient été condamnés à dix et sept ans de prison pour « activités antisoviétiques ». Apparemment, la « justice » soviétique se donne tous les moyens pour condamner ces deux dissidents à des peines aussi lourdes. Les parents de Matusevitch n'ont pu comparaître comme témoins, son avocat était absent et il a été expulsé du tribunal pour « manque de respect » bon

moyen pour lui fermer la bouche. Par ailleurs, Rostropovitch, célèbre violoncelliste déchu de sa nationalité par le gouvernement soviétique est arrivé à Londres récemment. Il conteste la légalité de cette décision et a déclaré qu'il demanderait à l'ONU de l'aider à retrouver sa citoyenneté soviétique.

Le « groupe de soutien aux prisonniers de Vladimir » annonce le passage cette semaine à Paris d'un film-montage « Au pays du Goulag ». Il sera projeté les 30 et 31 mars à 20 h 30 et le 1er avril à 15 h et 20 h 30 8, villa du parc de Montsouris, Paris 14e, suivi d'un débat auquel participeront des dissidents des pays de l'Est.

• Japon
Violentes manifestations contre l'aéroport de Narita

Voilà longtemps que les paysans soutenus par des étudiants et la population protestent contre l'ouverture d'un aéroport à Narita au détriment de leurs intérêts et de leur gagne-pain. Depuis six ans, son ouverture a dû être repoussée quatorze fois à la suite de manifestations extrêmement violentes. Elles avaient déjà fait 5 morts, plus de 4 000 blessés avant que ne s'ouvre la bataille de ce week-end. Plus d'une dizaine de milliers de manifestants ont défendu un blockaus en béton de quatre étages surmonté d'une tour métallique de quatorze mètres

construit sur le terrain d'un groupe de paysans que le gouvernement japonais voulait exproprier. Il a fallu plus de deux jours de combat à près de quinze mille policiers pour parvenir à prendre pied sur cette véritable forteresse. Pendant ce temps, des manifestants ont réussi à pénétrer dans la tour de contrôle et y ont fait d'importants dégâts. A la suite de ces dommages et des réticences des pilotes japonais à utiliser un aéroport aussi contesté, le premier ministre japonais, a été obligé de repousser une fois de plus la mise en service de l'aéroport.